



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe territoriale

16 JUIN 2026

Arrêté du _____ **mettant en demeure la société LH LOGISTICS PROPCO SCI à Sandouville et Oudalle de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret du Président de la République du 2 décembre 2024 portant nomination de M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 17 juin 2019 autorisant et réglementant les activités exercées par la société LH LOGISTICS PROPCO SCI ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu la transmission en date du 26 mai 2026 du rapport de l'inspection des installations classées suite à l'inspection du 2 avril 2026, dans le cadre des dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier en date du 29 mai 2026 ;

CONSIDÉRANT :

que la société LH Logistics Propco exploite, sur son site situé sur les communes de Sandouville et Oudalle, un entrepôt de stockage de matières combustibles de plus 1 340 000 m³ au total et composé de 12 cellules destinées à être occupées par différents locataires ;

que cet entrepôt est soumis au régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement et est réglementé par les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé ainsi qu'à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé ;

que l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 2 avril 2026 afin de vérifier la conformité du site à plusieurs prescriptions de la réglementation qui lui est applicable ;

qu'à l'occasion de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun dispositif de collecte ne permet de limiter l'épandage d'une nappe enflammée générée par un incendie au niveau du stockage extérieur de liquides inflammables et combustibles ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article III.9 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LH LOGISTICS PROPCO SCI de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur les communes de Sandouville et Oudalle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société LH LOGISTICS PROPCO SCI (SIRET n° 90789566800016), dont le siège social est situé 78 avenue Raymond Poincaré, 75016 PARIS, est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur le parc logistique du pont de Normandie 2, sur les communes de Sandouville et Oudalle :

- **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article III.9 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 à savoir : « Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :
 - la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
 - la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 1 000 m² ; »

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de Sandouville et Oudalle pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, les maires des communes de Sandouville et Oudalle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

16 JUIN 2026

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe

Hélène HESS

4 E JUIN 2020

Prise en compte et par délégation
Le recteur général adjoint

Le 10/06/2020